

JEAN-DAVID LEVITTE

Conseiller diplomatique et sherpa du Président Nicolas Sarkozy

J'espère que je ne vais pas gâcher le dîner, après une longue journée de travail qui a dû être fatigante, certainement passionnante.

Je suis invité par Thierry à parler d'un sujet qui n'est pas léger, celui de la gouvernance mondiale.

Je voudrais d'abord remercier, à travers mon ami Taieb Fassi Fihri, sa Majesté et toutes les autorités du Royaume du Maroc pour le magnifique accueil qu'une fois de plus nous recevons tous à Marrakech.

Je voudrais également remercier Thierry de Montbrial, Président de l'IFRI, de son travail depuis des décennies, mais aussi d'avoir pris l'initiative de créer la World Policy Conference. Le Président de la République a assisté à la première avec le président Medvedev et d'autres chefs d'Etats. Le sujet à l'ordre du jour était « la sécurité » ; c'était il y a un an à Evian. Aujourd'hui, c'est « la gouvernance mondiale ». Je ne vois pas de sujet plus important qui puisse nous rassembler pour deux ou trois jours de débats intenses et libres, même si - je le sais - c'est *on the record*. Je vais donc marcher sur des œufs en essayant de ne pas faire d'omelette !

Pourquoi n'y a-t-il pas, à mon avis, de sujet plus important ? Tout simplement parce que - vous le savez tous - nous vivons dans un monde globalisé, doublement globalisé : aucun pays, aujourd'hui, ne peut prétendre régler seul quelque problème que ce soit ; tous les Etats sont littéralement interdépendants et, deuxièmement, tous les problèmes sont liés. Nous sommes donc condamnés à travailler globalement.

Nous vivons dans un monde profondément transformé : le monde bipolaire a vécu, l'instant unipolaire qui a duré une décennie, depuis la chute du mur de Berlin jusqu'à la chute des tours jumelles de New York, est terminé aussi. Nous sommes désormais dans un monde multipolaire et je suis convaincu que, à la sortie de la crise économique dans laquelle nous sommes, la hiérarchie des puissances ne sera plus exactement ce qu'elle était quand nous y sommes entrés. C'est une évidence : des pays comme la Chine, l'Inde et le Brésil en sortiront plus haut. De tout cela, nous devons tenir compte.

La première question qui se pose à nous est celle de savoir si ce monde multipolaire sera harmonieux ou antagoniste. La réponse n'est pas évidente. De nombreux facteurs poussent à l'antagonisme. Ainsi, sur le plan économique, la tentation est forte, surtout en période de crise, de jouer chacun pour soi et le risque est réel d'une escalade de la confrontation sur le plan commercial, comme dans la quête des investissements, ou à propos des parités des monnaies. Je prends ces exemples, je pourrais en prendre beaucoup d'autres. Il me semble que si nous voulons un monde multipolaire harmonieux, il nous faut un multilatéralisme efficace. C'est l'huile dans les rouages ; c'est absolument nécessaire.

C'est d'autant plus nécessaire que nous vivons aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, confrontés à des crises globales qui menacent non seulement notre avenir économique mais aussi l'avenir de la planète. Je pense notamment au réchauffement climatique ; nous en déciderons à Copenhague le 18 décembre.



Je terminerai cette brève introduction sur une remarque : l'on a souvent l'impression que l'humanité évolue de façon linéaire avec parfois, après des phases de progrès, un plateau avant de repartir de l'avant.

Je pense que c'est une vision fautive des choses. Si vous considérez l'histoire des civilisations, vous constaterez, avec Paul Valéry, qu'elles sont mortelles ; beaucoup de civilisations ont totalement disparu. La différence entre hier et aujourd'hui, c'est qu'aujourd'hui, dans ce monde globalisé, toutes les civilisations sont confrontées aux mêmes périls. Ce n'est pas telle ou telle civilisation qui pourrait être menacée de régression et même de disparition : c'est le monde entier, c'est notre planète. C'est aussi pour cela que la question de la gouvernance globale est absolument fondamentale. Si nous ne réussissons pas, alors ce sera la loi de la jungle, c'est-à-dire la loi du plus fort et on sait comment cela se termine.

*

* *

Quel jugement peut-on porter sur ce qui a été fait depuis que nous nous sommes mis au travail, depuis que les Nations-Unies et les autres organisations internationales se sont retrouvées face à leurs responsabilités après la fin du gel bipolaire, et surtout depuis que la crise a commencé ?

Prenons d'abord les Nations-Unies : le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elles sont en panne de réformes et depuis trop longtemps, à commencer par le Conseil de sécurité. Il n'est pas normal que l'on n'arrive pas à sortir de l'impasse. Il n'est pas normal que des pays comme le Japon, l'Inde, le Brésil, l'Allemagne, un grand pays africain n'aient pas toute leur place comme membres permanents du Conseil de sécurité. Il faut régler ce problème. On tourne autour du pot depuis des années. Le Royaume-Uni et la France proposent un chemin qui est celui d'une réforme intérimaire. Pourquoi intérimaire ? Parce que nous avons acquis, au fil des années, la conviction que l'on n'arrivera pas d'un seul coup à régler le problème. Réfléchissons donc à une solution provisoire - 10 ans, 15 ans - qui permettrait de rôder la réforme avant de faire le point et de décider s'il faut encore y travailler, l'améliorer.

Un mot ensuite des institutions spécialisées. Là encore, il y a beaucoup à faire. Elles sont elles aussi en panne de réformes. Je prends un exemple, et pas au hasard : nous avons vécu des émeutes de la faim. Il est tout à fait choquant de penser qu'il y a deux ans, ont éclaté des émeutes de la faim alors que, partout dans le monde, les greniers étaient pleins. Il y a un vrai problème de gouvernance de la sécurité alimentaire. Nous en avons parlé avec mes collègues Sherpas : comment obtenir que toutes les organisations qui s'occupent de nourrir le monde (la FAO, le PAM, le FIDA, la Banque mondiale, mais aussi les banques régionales de développement) travaillent ensemble autour d'un projet commun : nourrir le monde et pas seulement aujourd'hui et demain, mais pour les décennies à venir ? Comment peut-on amener ces organisations à unir leurs efforts, à travailler ensemble ?

Je pourrais prendre un autre exemple : le problème de la santé. Nous sommes confrontés à des épidémies gravissimes, notamment le Sida. Or il y a au moins huit organisations internationales qui s'occupent des problèmes de la santé au point que la directrice générale de l'OMS propose de créer un H8, « H » comme *Health*, pour que les huit principales se mettent enfin à travailler ensemble !

Au-delà, un autre problème nous interpelle : celui de l'incompatibilité des droits créés par les différentes organisations internationales.

Un exemple : l'OMC est une très belle organisation, qui a certes du mal à boucler le cycle de Doha, mais qui a le mérite d'avoir un organe de règlement des différends ; c'est la dernière créée, mais elle ne travaille pas avec l'Organisation Internationale du Travail. Or, une des questions fondamentales de notre temps, c'est la capacité de notre monde à faire respecter partout quelques droits fondamentaux de l'homme au

travail, pour que la compétition internationale soit à peu près équitable, tout en prenant en compte des niveaux de développement différents.

Autre exemple : la question de l'environnement, qui n'existait pas au moment de la création des Nations-Unies au point que le mot « environnement » ou le mot « climat » ne figure pas dans la Charte des Nations-Unies. Depuis lors, les Etats ont traité les problèmes les uns après les autres et ont créé, pour chaque traité, un organe de suivi de son application. N'est-il pas temps, à Copenhague, de décider de créer enfin une Organisation Mondiale de l'Environnement qui fédérerait tous les outils existants et qui aurait aussi pour vocation d'assurer le suivi des décisions que nous prendrons - je l'espère - le 18 décembre ?

Je cite ces exemples pour vous montrer l'immensité du chantier de la réforme des organisations internationales du système des Nations-Unies.

Viennent ensuite les institutions de Bretton Woods. Dans ce domaine économique et financier, les réformes progressent, car les Etats se sont mobilisés du fait de la crise. Nous nous sommes fixé le printemps prochain pour achever la réforme de la Banque mondiale et janvier 2011 pour aller au bout, en tout cas provisoirement, de la réforme du Fonds Monétaire International. Il s'agit d'abord de préciser leurs responsabilités, élargies pour tirer les leçons de la crise. C'est une entreprise difficile, notamment parce qu'il va falloir aussi redistribuer le pouvoir entre les Etats au profit des pays émergents.

J'ajoute tout de suite que l'Europe ne sera pas seule à payer. Pour une bonne raison : l'Europe, globalement, est à sa place dans le Fonds Monétaire, même si, en son sein, certains Etats ont connu une croissance forte au fil des années et ne sont pas assez représentés, comme l'Espagne ou l'Irlande, tandis que d'autres ont connu une croissance plus faible et sont aujourd'hui surreprésentés. Globalement, j'insiste, l'Europe est à sa place. Il faudra néanmoins, et ce sera difficile, trouver parmi les pays surreprésentés du monde entier les cinq points que l'on doit donner - et c'est légitime - à la Chine et à d'autres pays émergents. Le travail est devant nous mais au moins l'objectif est fixé, comme le calendrier : terminer la réforme en janvier 2011. Je suis optimiste sur la possibilité d'y arriver.

Un mot maintenant de la question des « G », G8, G14 ou G13, G20. Nous avons besoin de ces groupes informels ; personne ne le conteste. Depuis son élection, le Président Sarkozy a dit, avec beaucoup de force, que le G8 devait s'élargir. Il est, pour lui, inconcevable que l'on continue à décider de l'avenir économique de la planète sans la présence de la Chine, du Brésil, de l'Inde, du Mexique, de l'Afrique du sud, d'autres encore.

La question a été en partie tranchée à Pittsburgh où il a été décidé que le G20 serait le premier forum informel pour traiter les questions économiques et financières. Mais personne n'a dit ce qu'il fallait faire du G8.

Avec mes collègues Sherpas du G8 nous allons, ce week-end, en débattre. Ce débat promet d'être intéressant et chaud, parce que la réponse n'est pas évidente : au-delà des questions financières et économiques qui sont l'apanage du G20, existe toute une série de questions globales (la sécurité alimentaire, l'aide au développement, l'aide à l'Afrique, la non-prolifération) qui sont actuellement traitées par le G8. Faut-il ou non continuer dans ce cadre ? Comment ? Voilà l'objet de notre débat.

Deuxième question : que faut-il penser du G20 ?



C'est un succès phénoménal. Pourquoi ? En partie, reconnaissons-le, à cause de la peur, à cause de la panique. Le 15 septembre de l'an dernier, avec la chute de Lehman Brothers, nous nous sommes réveillés au bord du gouffre. Le 23 septembre, à la tribune des Nations-Unies, au nom de l'Europe, le Président Sarkozy a proposé de tenir un sommet. Quel devait être son format ? Nous étions très ouverts mais nous avons une certitude : il fallait ce sommet pour éviter la catastrophe des années 30, c'est-à-dire le chacun pour soi, chacun adoptant la meilleure recette en fonction de son approche nationale et l'addition de ces mesures nationales conduisant tout droit au désastre collectif.

Le G20 a remarquablement travaillé. Il n'a pas été facile de convaincre, à l'époque, le Président Georges W. Bush, mais nous avons obtenu le sommet de Washington. Ensuite, sont venus ceux de Londres, puis, de Pittsburgh. Ces sommets successifs ont débouché sur des décisions ; décisions urgentes pour apporter le soutien nécessaire aux banques, parce que nous avons vécu pendant plusieurs semaines en ne sachant pas le soir comment nous allions régler le problème de certaines banques le lendemain matin. C'est fait et si on évite de nouvelles bulles spéculatives, c'est fait dans la durée, parce que de bonnes décisions ont été prises.

Les Chefs d'Etat ont également décidé de soutenir la conjoncture le temps nécessaire, c'est-à-dire jusqu'à ce que l'économie soit bien repartie. Et des décisions impensables avant la crise ont été prises, comme la suppression des paradis fiscaux et du secret bancaire, l'adoption des règles pour les bonus, etc. Le monde dérégulé, je crois que c'est fini ; on a vu où cela nous conduisait et tous les Etats au sein du G20 sont d'accord pour mettre en place non pas des règles bureaucratiques, mais le minimum de régulation qui nous garantisse, si c'est possible, contre de nouvelles crises.

Mais le G20 a ses faiblesses. D'abord, on ne sait pas très bien le nombre de pays membres. On dit « G20 », en réalité quand on compte bien, dans la salle on est au moins 24. A Pittsburgh, j'ai compté, nous étions 35, si on ajoute aux Etats toutes les organisations internationales qui étaient invitées. 35 par deux, parce qu'il y a le président ou le premier ministre et son ministre des finances, cela fait déjà 70. Si vous ajoutez deux collaborateurs derrière eux, cela fait 140. Pittsburgh, c'était un peu un hall de gare et c'est un péché mortel pour un groupe qui se veut restreint. Car si l'on ne peut pas se parler librement autour d'une table de dimension raisonnable, le risque existe que chaque dirigeant lise un discours, sans véritable débat. Le premier risque qui pèse sur l'avenir du G20 est là.

Le deuxième risque réside dans l'absence de règle claire sur le fonctionnement du G20. Jusqu'à présent, nous avons improvisé. Mais comment établir la règle de rotation ? Autre question : faut-il que l'on adopte une troïka - c'est plutôt notre tendance – ou doit-on laisser toute la responsabilité à la présidence annuelle en exercice ? Faut-il un secrétariat ? Ce sont des questions qui sont devant nous et qu'il faudra traiter parce que sinon, maintenant que la peur a largement disparu, nous risquons l'impuissance, la paralysie. La France aura la responsabilité en 2011, après la Corée en 2010, de présider le G20. Ces deux années de transition seront décisives pour assurer la viabilité de ce nouveau forum.

*

* *

Un mot peut-être sur la place de l'Europe. Nous sommes dans un monde multipolaire : où est l'Europe ? L'Europe a naturellement vocation à être un pôle majeur de ce monde multipolaire du XXIème siècle. 500 millions de citoyens rassemblés dans un avenir commun, avec des règles économiques partagées, avec le plus gros PNB du monde, si l'on agrège les 27 : un ensemble représentant 60 % de l'aide publique au développement du monde, unis dans la défense de ses intérêts commerciaux : tout cela peut impressionner. Mais l'image que nous projetons est quelque peu différente. En réalité, la vraie question



pour les Européens n'est pas : « Sommes-nous une grande puissance ? » mais « Voulons-nous être une grande puissance ? ».

Pendant la présidence française de l'Union, nous nous y sommes efforcés. Au nom de l'Europe, le Président Sarkozy, avec l'énergie que vous lui connaissez, s'est projeté dans le règlement de deux crises graves qui n'étaient pas prévues au programme de la présidence française : la crise qui mettait la Russie et la Géorgie aux prises ; puis la crise financière qui nous a amenés à nous retrouver entre Européens, pratiquement tous les week-ends, et qui a conduit l'Europe à proposer des solutions au monde. Le G20, c'est l'Europe qui l'a proposé. Autre exemple, le climat. Pendant longtemps, l'Europe a été seule capable de mettre sur la table des décisions ambitieuses en parfaite conformité avec ce que souhaitaient les scientifiques unanimes.

Quand l'Europe veut, elle peut. Toute la question est de savoir si elle veut.

J'arrive de Bruxelles où le Conseil européen, enfin, a pu décider la mise en place du traité de Lisbonne. Si tout va bien, le 1^{er} décembre, le traité de Lisbonne entrera en vigueur. Nous devons maintenant, rapidement, trouver un président stable pour le Conseil européen qui sera le visage et la voix de l'Europe et qui conduira les délégations européennes, pendant cinq ans probablement, à travers le monde ; et puis un vrai ministre des Affaires étrangères de l'Europe avec un outil diplomatique de qualité. Son titre sera « haut représentant, vice-président de la commission », mais il sera le véritable ministre des Affaires étrangères de l'Europe. Ces deux nouvelles responsabilités nous aideront à mieux assumer les responsabilités qui doivent être les nôtres.

Je pense que l'Europe, dans ce monde globalisé où l'on a besoin d'un multilatéralisme efficace, peut apporter beaucoup, parce que le multilatéralisme efficace, nous le pratiquons à 27 chaque jour. Nous vivons notre vie de famille en pratiquant au quotidien l'art du compromis. C'est devenu une seconde nature chez les Européens que de toujours trouver, dans leur vie commune, une solution malgré des passés extrêmement différents et une histoire faite de davantage de périodes de guerres que de périodes de paix. Le sait-on ? Nous sommes aujourd'hui, en Europe, dans la plus longue période de paix depuis l'Empire Romain. Nous avons rendu la guerre impossible entre nous et nous bâtissons chaque jour notre avenir commun. Pouvons-nous apporter nos recettes au monde ? Je le pense. Je le crois. Nous y travaillons. En guise de conclusion, quelques remarques.

Au total, je suis résolument optimiste sur la capacité du monde à prendre les décisions nécessaires. Nous avons su le faire pendant la crise économique et financière. Nous travaillons à des progrès majeurs à Copenhague sur la question décisive du réchauffement climatique. Sur les autres dossiers aussi, existe une volonté de progresser.

Tout cela, bien sûr, est fragile. Alors, quelles sont les convictions sur lesquelles nous devons nous appuyer pour que ne s'effondre pas l'édifice que nous cherchons à construire, celui d'une gouvernance globale et efficace ?

La première conviction vient de la crise elle-même. Par son ampleur, par sa brutalité, elle nous montre que, dans le fond, les schémas hérités du passé n'ont plus cours. La crise libère notre pensée. Elle libère tous ceux qui, prisonniers du carcan de la pensée unique, et qui nous disaient : « *On ne peut pas le faire différemment, parce qu'on l'a toujours fait comme cela* ». C'est la première conviction qui doit nous animer : nous pouvons penser différemment.



La deuxième conviction, c'est que, dans cette affaire de la gouvernance globale, le temps n'est pas notre allié ; le temps joue contre nous parce que, à mesure que la peur s'éloigne sur le plan économique, à mesure que le temps passe, l'élan donné risque de disparaître. Il faut donc mettre les bouchées doubles pour avancer vite et bien.

Troisième conviction : la crise a remis l'Etat à sa place. On nous avait dit pendant des années que le monde globalisé était fait pour les grandes entreprises, les grands groupes, la société civile ; que la dérégulation était la recette à tous nos maux. Le 15 septembre 2008, chacun a compris que l'on avait peut-être été un peu vite, un peu loin. Ce jour-là, les Etats se sont retrouvés seuls face à leurs responsabilités et ils ont compris que nous ne nous sauverons qu'ensemble, que nous étions condamnés à travailler collectivement, sinon c'était l'échec de tous.

Enfin, quatrième conviction, la recette pour réussir, c'est d'avoir de grandes ambitions, d'avoir de grands objectifs. Pour une raison simple : si vous demandez à des Etats de sacrifier leur intérêt national dans l'intérêt global, mais si le sacrifice que vous demandez ne permet qu'un progrès médiocre, qui sera prêt à sacrifier l'intérêt national pour ce petit pas en avant ?

Ma conviction, c'est que si l'on veut vraiment mettre en place cette gouvernance globale du XXIème siècle, il faut voir loin, il faut voir haut, il faut avoir de grandes ambitions et il ne faut pas perdre de temps.

En serons-nous capables ? En 1945, les dirigeants de l'époque, sur les ruines de la deuxième guerre mondiale, ont su créer les institutions qui ont bien servi le monde jusqu'à ces dernières années. A nous de bâtir celles dont nous avons besoin pour le XXIème siècle !

Je vous remercie.

* * *